

## Table des matières

01	Aider à se raccrocher aux chaînes de valeur mondiales « <i>Aid for Trade at a Glance 2013</i> »	2
02	Le chômage toujours bien ancré dans de nombreux pays de l'OCDE « <i>Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2013</i> »	3
03	La Suisse, un pays d'entrepreneurs? « <i>Entrepreneurship at a Glance 2013</i> »	4
04	Le Myanmar sous toutes les coutures « <i>OECD Development Pathways - Myanmar Multi-Dimensional Review</i> »	5
05	Les renouvelables font leur chemin « <i>Medium-Term Renewable Energy Market Report 2013</i> »	6
06	La téléphonie mobile à large bande devient la référence « <i>OECD Communications Outlook 2013</i> »	7
07	Se nourrir sans subventions? « <i>Politiques agricoles: suivi et évaluation 2013</i> »	8
08	Autres publications	9
09	Calendrier OCDE	9

## 01. Aider à se raccrocher aux chaînes de valeur mondiales «Aid for Trade at a Glance 2013»

Dans un monde marqué de plus en plus par le phénomène des chaînes de valeur mondiales, les mesures prises au titre de l'aide pour le commerce aident les pays en développement à réduire les coûts des échanges, à renforcer leur compétitivité et à se connecter aux chaînes de valeur régionales et mondiales. C'est ce que constate le dernier rapport conjoint OCDE-OMC «*Aid for Trade at a Glance: Connecting to Value Chains*», publié en juillet à l'occasion du Quatrième Examen global de l'Aide pour le commerce.

Les donateurs ont consacré plus de 170 milliards de dollars à l'aide pour le commerce depuis 2006. Néanmoins, la pression de la dette et la faible croissance restent un frein majeur pour beaucoup de donateurs et en 2011 les promesses de dons ont décliné de 14% à 41.5 milliards de dollars. En même temps, l'assistance au développement Sud-Sud s'est intensifiée, avec des acteurs comme la Chine et l'Inde qui ont doublé leurs efforts de dons (atteignant respectivement 2.4 milliards et 700 millions de dollars). Par ailleurs, c'est l'Asie qui a été le premier bénéficiaire de l'aide pour le commerce en 2011.

La mobilisation de fonds destinés à stimuler les échanges et à faciliter l'intégration des pays en développement est un bon investissement. Les estimations OCDE-OMC montrent que chaque dollar d'aide pour le commerce fait progresser de huit dollars les exportations des pays en développement et même de 20 dollars celles des pays les plus pauvres (voir tableau). Calculée en fonction des recettes d'exportation pour la période 2009-2011, une augmentation de 10% de l'aide pour le commerce impliquerait une augmentation de quelque 9 milliards de

dollars pour les exportations des pays en développement. L'accroissement des exportations pourrait atteindre plus de 22 milliards de dollars avec une augmentation de 25% de l'aide. Les bénéfices directs de l'aide pour le commerce sont encore plus prononcés dans le cas des exportations de pièces et composants, soulignant ainsi les bénéfices qu'une participation aux chaînes de valeur peut apporter aux pays en développement en termes de croissance, d'emploi et de réduction de la pauvreté. Pour l'aide au commerce, le défi à relever aujourd'hui consiste à maintenir l'élan acquis, à remplir les engagements pris, à améliorer les résultats et à rendre les chaînes de valeur accessibles à tous.

Des études sectorielles de l'OCDE montrent que les fournisseurs dans les pays en développement sont bien intégrés aux chaînes de valeur dans les secteurs agroalimentaires, du tourisme et des textiles. De nombreuses opportunités de réduire durablement les coûts des échanges aux frontières résident dans les secteurs des transports, de la logistique ou des télécommunications, d'où l'importance d'avancer les réformes mettant l'accent sur la facilitation du commerce. Même si tous les outils semblent être en place pour soutenir ce processus, les mesures de facilitation du commerce dans le sens strict du terme ne représentent que 1% du total de l'aide pour le commerce, à savoir 400 millions de dollars. La Suisse est particulièrement active dans le domaine de la facilitation du commerce, faisant partie des plus importants donateurs avec le Danemark, le Japon, l'UE et la Banque mondiale.

> Table des matières

### Expected increase in total exports associated with increases in aid for trade, USD million

	Return rate	5%	10%	15%	20%	25%
Low income countries	2.7	720.5	1,441.0	2,161.4	2,881.9	3,602.3
Lower middle income countries	9.1	2,109.4	4,218.8	6,328.1	8,437.5	10,546.8
International Development association (IDA) countries	19.5	3,986.2	7,972.4	11,958.6	15,944.8	19,931.0
Developing countries	8.1	4,554.1	9,108.1	13,662.2	18,216.2	22,770.2

## 02. Le chômage toujours bien ancré dans de nombreux pays de l'OCDE «Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2013»

Les «*Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2013*» livrent un tableau plutôt sombre. Plus de cinq ans après le début de la crise économique et financière mondiale, le marché du travail se trouve dans une très mauvaise situation dans de nombreux pays de l'OCDE. Ainsi, en avril 2013, le taux de chômage de 8.0% était à peine inférieur de 0.5% au maximum enregistré au plus fort de la crise. Toutefois, de grandes disparités sont observables. Alors que le chômage dépasse 25% en Espagne et en Grèce, il reste inférieur à 5% dans cinq pays, parmi lesquels la Suisse (voir graphique). L'OCDE ne prévoit pas de claire amélioration avant fin 2014. Pour les pays qui ont déjà des problèmes, le niveau de chômage devrait même continuer d'augmenter.

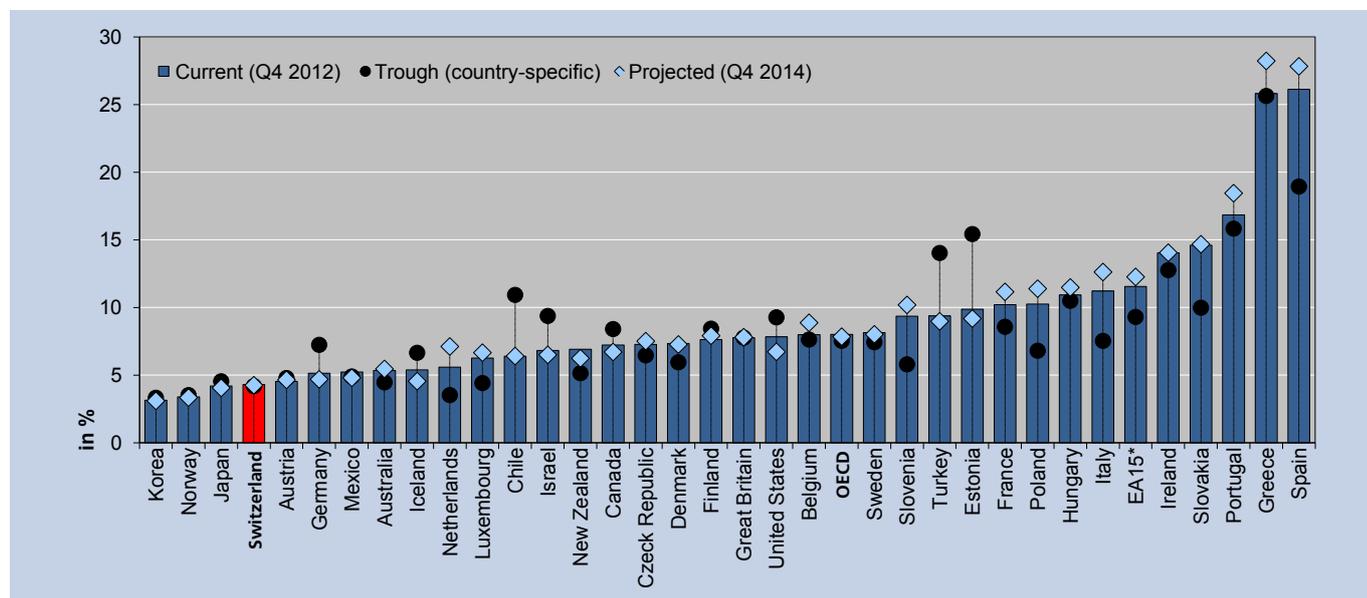
La situation du marché du travail est particulièrement mauvaise pour les jeunes hommes peu qualifiés. L'emploi des travailleurs âgés a par contre mieux résisté à la crise que lors des précédentes récessions. L'OCDE explique cela par plusieurs facteurs préexistants à la crise. Ainsi, les gens partent à la retraite plus tard qu'avant, parce qu'ils sont mieux formés et en meilleure santé que

les générations précédentes. A cela s'ajoute la suppression de mécanismes de retraite anticipée très généreux ou un accès à ces retraites rendu beaucoup plus difficile.

Les meilleurs résultats des aînés au niveau du marché du travail ne se sont pas réalisés au détriment des plus jeunes. Cela confirme que les tentatives antérieures de faciliter l'accès des jeunes au marché du travail par l'introduction forcée de départs à la retraite anticipés n'ont été que des erreurs coûteuses au niveau politique. Cela est confirmé par le fait que jusqu'ici, les gouvernements ont renoncé à introduire de nouvelles règles en matière de retraite anticipée en réaction au chômage élevé des jeunes. Au lieu de cela, ils devraient poursuivre la stratégie d'améliorer les perspectives d'emploi des plus jeunes comme des plus âgés, par exemple par des réformes structurelles favorables à la croissance et par des mesures actives et ciblées sur le marché du travail. Cela est certainement un meilleur moyen d'aider ces deux groupes qui ont des difficultés particulières à trouver un nouvel emploi ou à rester actifs.

> Table des matières

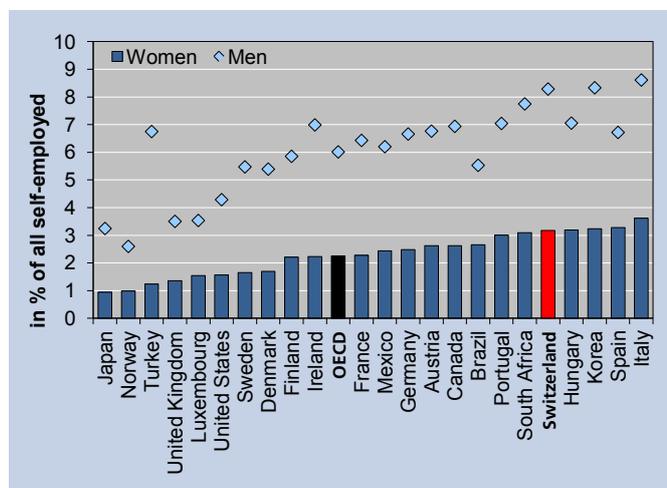
### Persistently high levels of unemployment



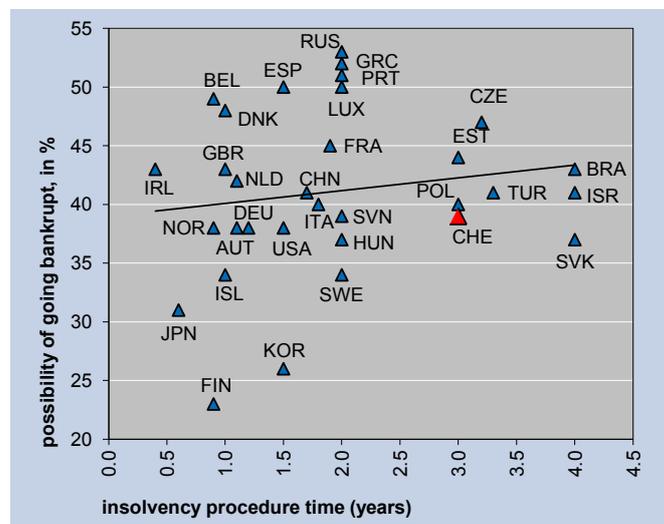
### 03. La Suisse, un pays d'entrepreneurs? «Entrepreneurship at a Glance 2013»

Cette nouvelle livraison sur l'entreprenariat «*Entrepreneurship at a Glance 2013*» est le résultat de travaux conjoints de l'OCDE et d'Eurostat, lancés en 2006. Elle fournit une mine de renseignements sur le monde de la création d'entreprises. Même si la Suisse brille par son absence au chapitre de la démographie d'entreprises, de nombreuses séries statistiques permettent de nous comparer aux autres pays membres et non-membres de l'OCDE. Si la Suisse est très proche de la moyenne OCDE dans la proportion des indépendants *self-employed* dans la population active, la part des chefs d'entreprises – les entrepreneurs – est, elle, bien supérieure à la moyenne (voir graphique ci-dessous). La Suisse se classe en effet avec les pays du Sud de l'Europe, la Hongrie et la Corée parmi les pays qui ont la plus forte proportion d'entrepreneurs, également en ce qui concerne les femmes.

#### Share of women and men of self-employed, with employees, 2010



#### Fear of failure and time in insolvency procedures, in years



Un autre chapitre de cet ouvrage compare les attitudes et avis recueillis auprès d'un échantillon représentatif de la population (enquête «Eurobarometer» de la Commission européenne) avec des données sur les faillites. On peut y relever (voir graphique ci-dessus) que la Suisse se caractérise par un risque de faillite qui se situe dans la moyenne, quand bien même la durée de la procédure de faillite y est particulièrement longue. Il apparaît ainsi que cette faiblesse du système helvétique ne porte pas vraiment à conséquence et ne se traduit pas par une augmentation du risque de faillite, comme semble le sous-entendre ce graphique.

> Table des matières

## 04. Le Myanmar sous toutes les coutures «OECD Pathways - Myanmar Multi-Dimensional Review»

Ce volume inaugure une nouvelle série, qui analyse, dans un pays et donc un contexte spécifique, un éventail de facteurs de développement. Les examens ne se concentrent ainsi pas exclusivement sur les éléments influençant la croissance. Ils se déroulent en trois phases: le diagnostic, l'analyse approfondie des contraintes majeures, et l'implémentation. Cette approche permet de poursuivre un processus d'apprentissage progressif des contraintes et potentiels propres au pays examiné; elle culmine dans un rapport final de synthèse.

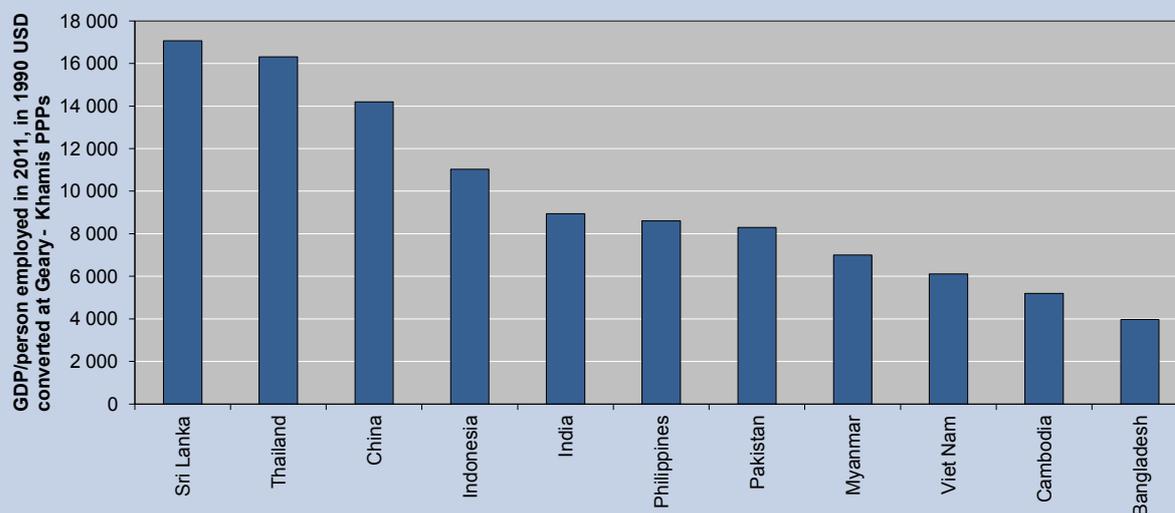
Le premier examen porte sur le Myanmar: des efforts importants doivent être entrepris pour renforcer les institutions et le capital social nécessaires pour maintenir la stabilité macroéconomique et financière, et construire un Etat de droit. Pour être durable, la croissance doit aussi être plus équitable et inclusive. Le pays se doit d'investir de façon urgente dans l'élimination de l'extrême pauvreté et des inégalités existant dans l'accès aux services publics. Les réformes doivent être engagées rapidement, de façon à s'assurer l'appui populaire nécessaire et permettre l'ouverture de l'espace politique. Le succès du Myanmar dépendra de sa capacité à améliorer

de manière perceptible le bien-être, la santé et la sécurité de ses citoyens, ainsi que la capacité de ceux-ci à participer aux affaires publiques.

Ceci dit, le Myanmar possède une main-d'œuvre abondante et relativement bien formée; le coût du travail est faible en comparaison avec les autres pays de la région, tels que le Cambodge ou le Laos. Un ouvrier non-qualifié gagnait 53 USD par mois et coûtait à son employeur 1100 USD par an en 2011, soit environ un sixième de ce qu'il aurait coûté en Chine ou en Thaïlande, et la moitié de ce qu'il en aurait été au Laos. Quoique les salaires soient donc faibles, le niveau de productivité n'en pâtit pas. En fait, la production par personne employée est plus élevée que dans d'autres économies régionales faisant partie du même groupe de revenus, tels que le Bangladesh et le Cambodge; elle est même supérieure à celle du Viet Nam, qui est un pays à revenu intermédiaire (voir graphique). Par ailleurs, les hôtels et la restauration, les transports, ainsi que les autres services liés au tourisme ont le potentiel d'absorber un grand nombre de travailleurs.

> Table des matières

### Labour productivity is relatively high in Myanmar



## 05. Les renouvelables font leur chemin «Medium-Term Renewable Energy Market Report 2013»

La publication «*Medium-Term Renewable Energy Market Report 2013*» démontre que les énergies renouvelables gagnent en importance dans le bouquet énergétique mondial (voir graphique). L'Agence internationale de l'énergie (AIE) prédit que les renouvelables surpasseront le gaz naturel et le nucléaire dans la production d'électricité autour de 2016 et qu'ils deviendront la source de production électrique globale la plus importante après le charbon.

Globalement, dans la production d'électricité sur le moyen terme (2012-2018), les énergies renouvelables devraient augmenter de 40%. Cette croissance est de 50% supérieure à celle enregistrée pour la période 2006-2012. Tandis que l'énergie hydraulique reste l'énergie renouvelable la plus utilisée, d'autres énergies sont de plus en plus employées: la bioénergie, l'énergie hydrolienne (énergie des courants marins), l'énergie éolienne, le solaire photovoltaïque, le solaire thermique et la géothermie.

Malgré une situation économique difficile dans beaucoup de pays, des investissements onéreux et la concurrence de sources d'énergie très bon marché, comme le gaz naturel aux USA, la croissance des énergies renouvelables est constante et robuste. La compétitivité des renouvelables s'améliore et dans le cas de l'énergie hydraulique, géothermique et bioénergétique, les prix sont déjà compétitifs face aux usines utilisant les énergies fossiles. Néanmoins, des pays comme la Suisse, pour l'énergie hydraulique, ou l'Islande, pour les énergies géothermiques, sont avantagés grâce à leurs ressources naturelles.

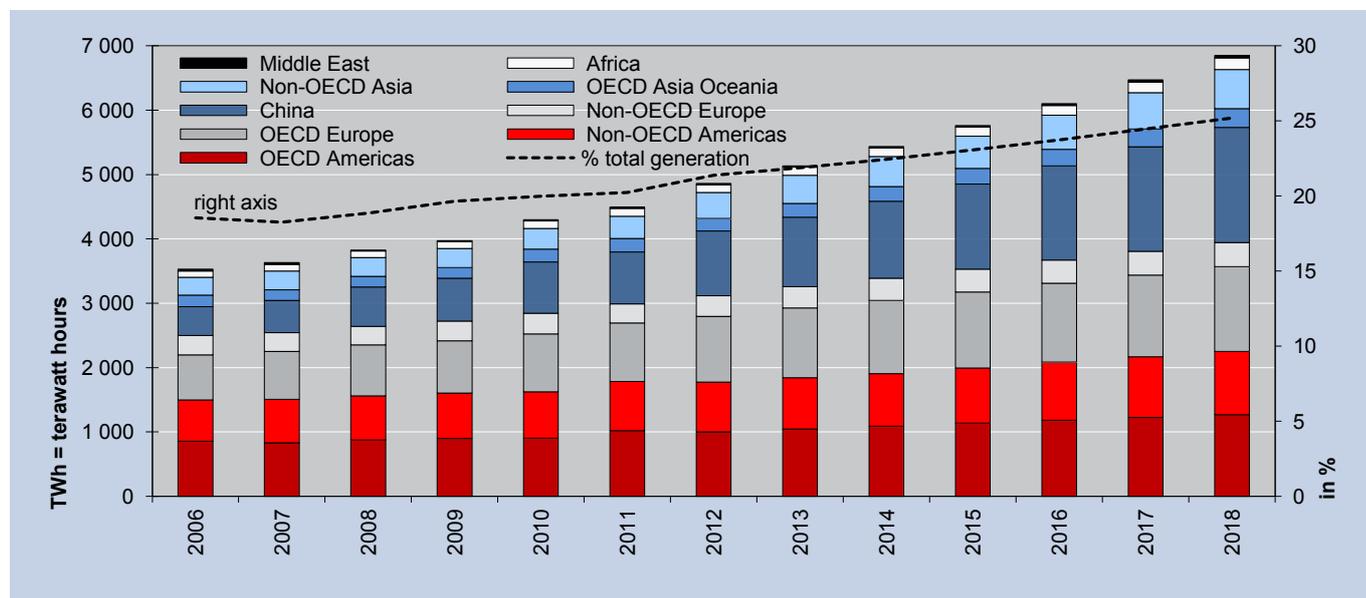
En 2012, les renouvelables ont représenté 60% de l'électricité produite en Suisse. L'énergie hydraulique produit la moitié de l'électricité suisse tandis que le nucléaire contribue à une large proportion du reste. La Suisse a notamment décidé de sortir du nucléaire graduellement et de diminuer d'un cinquième ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020.

En comparaison, la consommation électrique en Chine provient à 78% des énergies fossiles et à 18.5% de l'énergie hydraulique. L'électricité produite par le nucléaire a augmenté de 9% en 2012 par rapport à 2011. Néanmoins, les renouvelables sont en progression, notamment les énergies hydrauliques, éoliennes et solaires photovoltaïques.

En 2012, le charbon représentait 38% de la production électrique aux USA, ce qui est une diminution par rapport aux 43% de 2011. Cependant, l'utilisation de gaz naturel a augmenté. L'énergie hydraulique, qui représente 7% du *power mix* américain, a diminué en 2012, mais les énergies solaire, éolienne et géothermique ont augmenté, malgré la chute des prix du gaz naturel. Dans l'ensemble, les énergies renouvelables ne représentent qu'un peu plus de 12% de l'électricité totale consommée aux Etats-Unis, qui reste encore très largement composée de charbon, de gaz naturel et de nucléaire.

> Table des matières

### Global renewable electricity production by region

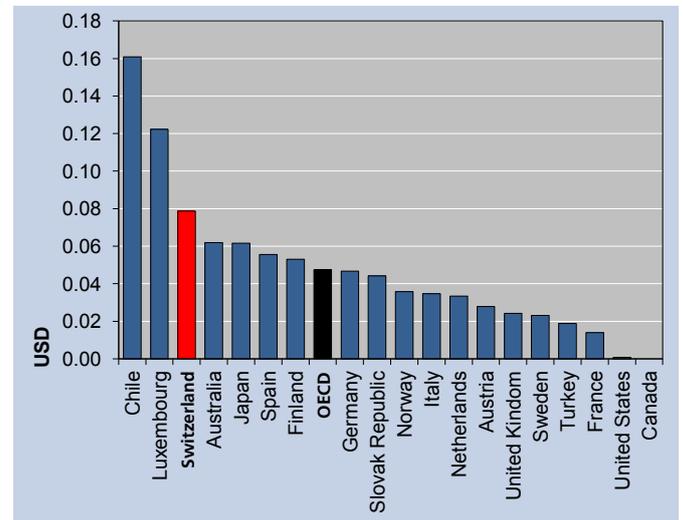


## 06. La téléphonie mobile à large bande devient la référence «OECD Communications Outlook 2013»

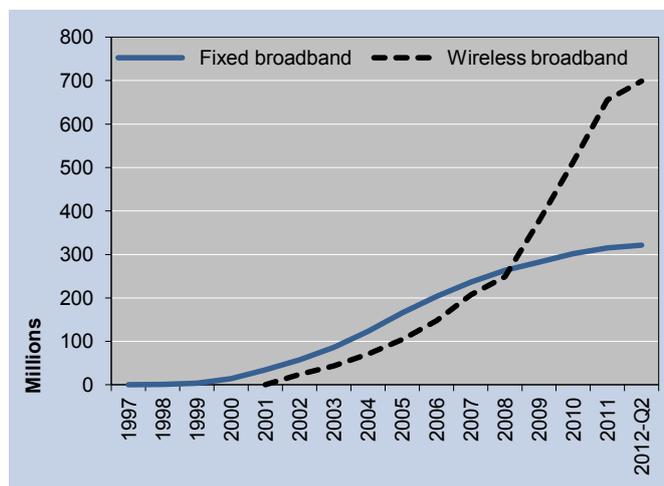
«Les Perspectives des communications de l'OCDE 2013» démontrent à quel point l'introduction il y a 6 ans des iPhones a transformé le secteur des communications. Le nombre de connexions à large bande a explosé (voir graphique ci-dessous). La possibilité d'être mobile tout en jouissant d'un débit rapide sur internet a eu pour conséquence un accroissement considérable de l'offre de services. La chute des prix des Smartphones a encore renforcé la demande.

Le marché a aussi évolué du fait de la régulation. L'application de la recommandation de la Commission européenne quant aux tarifs de terminaison – soit le prix que doit payer une compagnie comme droit de transfert d'un appel dans un autre réseau mobile – a renforcé la tendance à la baisse des prix. Les tarifs devraient refléter les frais réels de prestataires efficaces. De récentes études menées par l'OCDE démontrent que des tarifs de terminaison bas favorisent l'innovation et la flexibilité dans le marché de la téléphonie mobile. Un examen compara-

**Mobile termination rates (MTRs) in OECD countries as of 25 October 2012**



### Wireless and fixed broadband subscriptions in OECD countries



tif entre pays de l'OCDE montre que les prix pratiqués en Suisse se situent encore clairement au dessus de la moyenne (voir graphique ci-dessus).

Ce sont à l'heure actuelle avant tout les tarifs du roaming sur lesquels se porte l'attention des organes de régulation. Ils ont baissé ces dernières années, mais ils se situent toujours à un niveau nettement plus élevé que celui des services nationaux, surtout lorsqu'il s'agit de transferts de données. Un problème fondamental tient au fait que les opérateurs étrangers ne sont pas soumis à la juridiction des organes nationaux de régulation en ce qui concerne les prix de gros pratiqués. Et la motivation des régulateurs à intervenir à ce propos sur le marché national est limitée, puisque seuls les opérateurs étrangers en profiteraient. L'OCDE a adopté en février 2012 une série de recommandations allant dans le sens de fixer les prix à un niveau plus raisonnable.

> Table des matières

## 07. Se nourrir sans subventions? «Politiques agricoles: suivi et évaluation 2013»

Après la baisse historique de 2011, le soutien aux producteurs a légèrement augmenté en 2012, passant en moyenne de 15% à 17% des recettes agricoles brutes. C'est ce que constate l'OCDE dans son rapport annuel 2013 sur le suivi et l'évaluation des politiques agricoles dans 47 pays (OCDE et économies émergentes) représentant environ 80% de la valeur ajoutée agricole globale. Même si les écarts restent importants entre les régions et les pays, l'indicateur OCDE du soutien global apporté au secteur agricole confirme le contexte de baisse tendancielle à long terme dans la plupart des pays, y compris la Suisse (voir graphique).

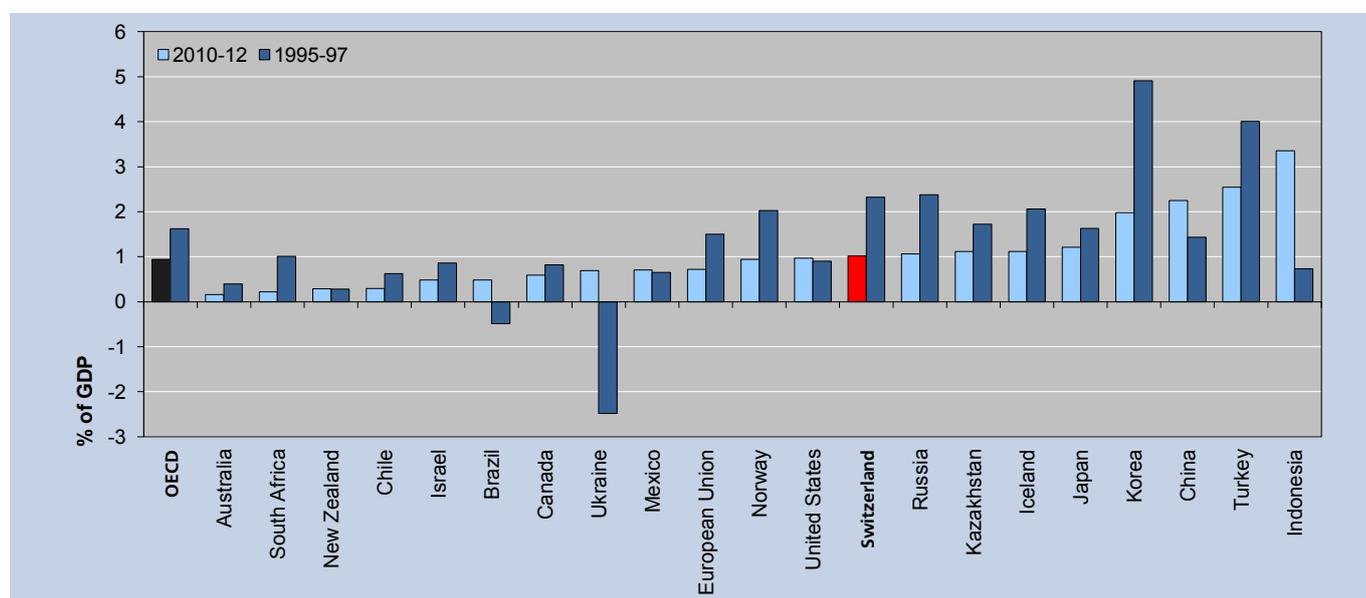
Phénomène intéressant, l'OCDE met en relief que certains pays ont une tendance à conserver des niveaux élevés de soutien (Japon, Norvège) ou à augmenter les niveaux relativement bas (Chine, Indonésie, Russie) avec l'objectif de parvenir à un niveau minimum d'autosuffisance agricole et alimentaire. C'est ce qui expliquerait pourquoi le soutien total à l'agriculture a augmenté tout particulièrement en Indonésie et Chine. Face à cette évolution, l'OCDE relève qu'une focalisation étroite sur l'autosuffisance comporte des coûts économiques et sociaux élevés. Elle suggère ainsi de dissocier politiques de soutien agricole et niveau d'autosuffisance. D'autres actions pour améliorer la sécurité alimentaire de la population peuvent

être la lutte contre la pauvreté et l'amélioration des systèmes de sécurité sociale ou l'augmentation de l'investissement public et privé dans les capacités de production.

Le chapitre consacré à la Suisse reconnaît la réduction progressive en cours des formes de soutien à l'agriculture, notamment des mesures de soutien des prix (par ex. dans le secteur laitier) qui génèrent le plus de distorsions de la production et des échanges. Toutefois, le soutien aux producteurs suisses demeure parmi les plus élevés au sein de l'OCDE. Calculé par rapport au PIB, le soutien total s'élève à 1% en 2010-12 (en comparaison: 1.21% au Japon, 0.95% en Norvège, 0.73% dans l'UE, 0.15% en Australie). Dans son regard sur l'avenir, l'OCDE affirme que les mesures envisagées au titre de la politique agricole suisse 2014-2017 vont dans la bonne direction. Priorité doit être donnée à des paiements directs mieux ciblés pour répondre de manière plus efficace aux divers objectifs en matière de développement rural et d'écologie. L'OCDE entend également analyser de manière plus approfondie les impacts des réformes engagées depuis le milieu des années '90 sur l'environnement et sur la compétitivité du secteur agricole suisse.

> Table des matières

**Total support estimate by country, 1995-97 and 2010-12**



## 08. Autres publications

«*Energy Balances of OECD Countries 2013*»

Paris, 23 juillet 2013

«*Co-operative Compliance: A Framework. From Enhanced Relationship to Co-operative Compliance*»

Paris, 28 août 2013

«*Plan d'action concernant l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices*»

Paris, 10 septembre 2013

«*Interconnected Economies: Benefiting from Global Value Chains*»

Paris, 10 septembre 2013

«*Financing SMEs and Entrepreneurs: An OECD Scoreboard*»

Paris, 12 septembre 2013

«*Water and Climate Change Adaptation: Policies to Navigate Unchartered Waters*»

Paris, 13 septembre 2013

«*Regards sur l'éducation 2013 - Panorama*»

Paris, 10 octobre 2013

## 09. Calendrier OCDE

Global Green Growth Forum

Copenhague, 21-22 octobre 2013

Global Forum on the Knowledge Economy

Istanbul, 22-23 octobre 2013

OECD E-Leaders 2013: ICT Governance to Deliver Public Value

Berne, 29-30 octobre 2013

Conférence des Nations Unies sur le changement climatique COP19

Varsovie, 11-22 novembre 2013

World Pension Summit 2013

Amsterdam, 13-14 novembre 2013

6<sup>ème</sup> Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales

Jakarta, 21-22 novembre 2013